

Austérité

Pas de trêve estivale en zone euro

Article paru dans FO Hebdo n°3041

«Les manifestations en Espagne montrent qu’une explosion sociale menace», a déclaré le président du Parlement européen le 21 juillet.

Angela Merkel et François Hollande, François Hollande et Mariano Rajoy, Angela Merkel et Mario Monti, Mariano Rajoy et Angela Merkel... Le ballet des rencontres au sommet a repris fin août entre dirigeants des principaux pays de la zone euro. Il se poursuivra cet automne avec une réunion informelle de l'Eurogroupe(1) le 14 septembre à Chypre, une autre des ministres des Finances de toute l'Union européenne (UE) le 8 octobre à Luxembourg et un Conseil européen le 19 octobre à Bruxelles. La chorégraphie se complique pour les chefs d'État et de gouvernement, qui s'obstinent dans une tâche de plus en plus difficile –imposer toujours plus d'austérité–, alors que la ratification des deux nouveaux traités européens n'est toujours pas achevée dans différents États de l'UE, à commencer par la France et l'Allemagne.

«Les manifestations en Espagne montrent qu’une explosion sociale menace en raison du fort taux de chômage des jeunes en Europe», a ainsi mis en garde le président du Parlement européen, le social-démocrate allemand Martin Schultz, le 21 juillet. Deux jours plus tôt, des centaines de milliers d'Espagnols étaient une nouvelle fois descendus dans les rues à l'appel des organisations syndicales UGT et CCOO. Des milliers de fonctionnaires s'étaient déjà rassemblés spontanément dans les rues de Madrid le 15 juillet.

«Mains en l'air, c'est un hold-up!»

Leurs mots d'ordre favoris: «Mains en l'air, c'est un hold-up!» et «Grève générale!». Le 11 juillet, le gouvernement Rajoy avait annoncé une nouvelle hausse de la TVA, la diminution des allocations chômage et la suppression de la prime de Noël des fonctionnaires (l'équivalent d'un mois de salaire). En cette fin d'été, il hésite à demander une nouvelle «aide» de l'Union européenne, ce qui entraînerait... de nouvelles mesures d'économies. L'enjeu de la grande marche sur Madrid, à laquelle ont appelé l'UGT et les Commissions Ouvrières, grandit donc de jour en jour.

En Grèce, la coalition gouvernementale s'échine à mettre au point un nouveau plan d'économies, condition au versement de la prochaine tranche du prêt total de 130 milliards d'euros, octroyé par l'Union européenne et le FMI. Mais elle cherche aussi à obtenir de ses créanciers un délai supplémentaire de deux ans pour mener à bien le programme d'ajustement budgétaire, craignant une rentrée sociale tendue. Parallèlement, la troïka (UE, FMI, Banque centrale européenne) évalue les mesures d'austérité prévues par le Portugal, où plusieurs grèves ont éclaté pendant l'été.

Les chefs d'État et de gouvernement peinent aussi à se mettre d'accord sur la nécessité ou non que la BCE rachète un peu de la dette publique des États en difficulté pour que les marchés financiers soient ainsi rassurés et baissent les taux d'intérêt qu'ils appliquent à ces pays. Une mesure de toutes les façons destinée à permettre aux États de la zone euro en difficulté de mener des réformes en profondeur de leur politique économique, a prévenu Mario Draghi, président de la BCE.

1. TSCG –Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, et celui instituant le MES, Mécanisme européen de stabilité.
2. Les ministres des Finances de la seule zone euro.

Activité syndicale du 07/09/2012



<http://fovinatier.free.fr/>